

# Un père peut-il bénéficier du congé parental ?

## Réponse courte

**Oui**, un père salarié peut bénéficier du congé parental au Luxembourg, à condition de remplir les critères d'affiliation à la sécurité sociale luxembourgeoise depuis au moins douze mois, d'exercer une activité salariée effective auprès du même employeur, d'avoir un contrat couvrant la durée du congé, de faire la demande dans les délais légaux et que l'enfant réside au Luxembourg.

Le congé parental est un droit individuel, ouvert à chaque parent indépendamment du sexe ou de la situation professionnelle de l'autre parent. Le père peut donc en bénéficier, que la mère soit salariée, indépendante, sans emploi ou en congé parental elle-même.

La demande doit être faite par écrit auprès de l'employeur, en respectant les formes et délais prescrits, et accompagnée des justificatifs requis. Le congé parental est indemnisé par la Caisse pour l'avenir des enfants, selon le revenu antérieur du parent, dans la limite d'un plafond légal.

## Définition

Le congé parental est un droit individuel accordé à chaque parent salarié, permettant de suspendre ou de réduire son activité professionnelle afin de s'occuper de son enfant après la naissance ou l'adoption. Ce congé vise à favoriser l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale. Il est distinct du congé de maternité ou du congé de paternité et ne peut être transféré d'un parent à l'autre.

## Questions fréquentes

### Comment un père peut-il prendre son congé parental ?

Le père peut choisir entre un congé parental à temps plein (4 ou 6 mois), à temps partiel (réduction à 50% pendant 8 ou 12 mois), ou fractionné par périodes. La demande doit être formulée par écrit auprès de l'employeur avec les dates souhaitées et les justificatifs requis.

### Le congé parental du père est-il indemnisé ?

Oui, le congé parental est indemnisé par la Caisse pour l'avenir des enfants sur la base du revenu antérieur du père, dans la limite d'un plafond légal. L'indemnisation est versée pendant toute la durée du congé parental accordé.

### Quelles sont les conditions pour qu'un père obtienne le congé parental ?

Le père doit être affilié à la sécurité sociale luxembourgeoise depuis au moins 12 mois, exercer une activité salariée effective auprès du même employeur, avoir un contrat couvrant la durée du congé, faire la demande dans les 4 mois suivant la naissance ou l'adoption, et l'enfant doit résider au Luxembourg.

### Un père peut-il prendre un congé parental au Luxembourg ?

Oui, un père salarié peut bénéficier du congé parental au Luxembourg. C'est un droit individuel accordé à chaque parent indépendamment du sexe, de la situation familiale ou du statut professionnel de l'autre parent. Le père peut donc en bénéficier que la mère soit salariée, indépendante, sans emploi ou en congé parental elle-même.

## Conditions d'exercice

Un père salarié peut bénéficier du congé parental sous réserve de remplir les conditions suivantes :

- Être affilié de manière continue à la sécurité sociale luxembourgeoise depuis au moins douze mois immédiatement avant le début du congé parental.
- Exercer une activité salariée effective auprès du même employeur durant cette période de référence.
- Être titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée couvrant au moins la durée du congé parental demandé.
- Faire la demande dans les délais légaux, soit au plus tard dans les quatre mois suivant la naissance ou l'adoption de l'enfant.
- L'enfant doit résider au Luxembourg au moment de la demande et pendant toute la durée du congé parental.

Le congé parental est ouvert à chaque parent, indépendamment du sexe, de la situation familiale ou du statut professionnel de l'autre parent. Le père peut donc en bénéficier, que la mère soit salariée, indépendante, sans emploi ou en congé parental elle-même.

## Modalités pratiques

Le congé parental peut être pris sous différentes formes :

- Congé parental à temps plein : suspension totale du contrat de travail pendant quatre ou six mois, selon la durée hebdomadaire de travail contractuelle.
- Congé parental à temps partiel : réduction de la durée de travail à 50 % pendant huit ou douze mois.
- Congé parental fractionné : prise du congé par périodes fractionnées, sous réserve de l'accord de l'employeur.

La demande doit être formulée par écrit auprès de l'employeur, avec mention de la forme choisie et des dates souhaitées. L'employeur ne peut refuser la demande que dans des cas limitativement énumérés par la loi, notamment en cas de non-respect des délais ou d'absence de conditions requises. Le congé parental est indemnisé par la Caisse pour l'avenir des enfants, sur la base du revenu antérieur du parent, dans la limite d'un plafond légal.

## Pratiques et recommandations

Il est recommandé au père de préparer sa demande en amont de la naissance ou de l'adoption afin de respecter les délais légaux et de garantir la continuité de ses droits. Une concertation préalable avec l'employeur facilite l'organisation du service et réduit les risques de litige. Le père doit veiller à fournir tous les justificatifs requis (acte de naissance, attestation de résidence de l'enfant, preuve d'affiliation à la sécurité sociale). En cas de pluralité d'enfants, un congé parental distinct peut être sollicité pour chaque enfant, sous réserve du respect des conditions pour chaque demande.

## Cadre juridique

Le congé parental est régi par la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation du travail, telle que modifiée par la loi du 3 novembre 2016 relative au congé parental, ainsi que par les articles [L.234-43](#) à [L.234-53](#) du Code du travail. Les modalités d'indemnisation sont fixées par la loi du 23 juillet 2016 portant création de la Caisse pour l'avenir des enfants. La jurisprudence nationale confirme l'égalité d'accès au congé parental pour les pères et les mères, sans discrimination fondée sur le sexe ou la situation familiale.

Le non-respect des délais de demande ou l'absence de justificatifs complets entraîne la perte du droit au congé parental pour la période considérée. Il est donc impératif de formaliser la demande dans les formes et délais prescrits.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.